



Comité économique et social européen

CONFÉRENCE SUR LA STRATÉGIE DE LISBONNE
ORGANISÉE PAR LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN
AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMISSION EUROPÉENNE :

BRUXELLES, SIÈGE DU CESE, LES 8, 9 ET 10 OCTOBRE 2003

**La contribution de la société civile organisée au processus de Lisbonne
Pour une Union plus participative**

Discours prononcé par
M. Roger Briesch
Président du
Comité économique et social européen
le 8 octobre 2003

Le discours prononcé fait foi

En début d'année, le Comité économique et social européen a répondu avec enthousiasme à la demande de la Commission d'élaborer un avis exploratoire sur la stratégie de Lisbonne.

Cette demande fait suite à la résolution adressée par le Comité au Conseil de printemps dans laquelle le Comité soulignait les difficultés rencontrées par la stratégie de Lisbonne et la nécessité, non seulement pour les institutions européennes, mais aussi pour les États membres, les régions, les partenaires sociaux et la société dans son ensemble de soutenir pleinement l'ambitieux agenda en faveur du renouveau économique, social et environnemental en Europe qui est à la base de la stratégie de Lisbonne.

Cet avis est maintenant en préparation et le Comité tire parti de l'engagement et de l'expérience de ses membres pour apporter une contribution importante aux efforts déployés en vue de réaliser les objectifs de la stratégie de Lisbonne.

J'ai également approuvé le Président Prodi lorsqu'il a estimé que le Comité et la Commission devraient organiser une conférence et y inviter toute une série d'acteurs de la société civile pour contribuer à la préparation de l'avis.

C'est la raison pour laquelle vous êtes ici aujourd'hui.

Votre contribution à notre réflexion collective sera un élément essentiel dans la préparation du document qu'élabore le Comité.

Cela permettra au Comité de mettre davantage en lumière les problèmes auxquels l'Union élargie est confrontée dans la réalisation des objectifs de Lisbonne.

Votre expérience en tant qu'acteurs sur le terrain et vos succès et échecs dans la recherche d'une économie plus compétitive constituent une contribution essentielle de la base citoyenne sur laquelle l'UE pourra se fonder à l'avenir.

Dès le début du processus de Lisbonne, le CESE s'est engagé à soutenir son développement.

Dans la préparation du Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000 le Comité a adopté un avis sur "L'emploi, la réforme économique et la cohésion sociale – Vers une Europe de l'innovation et de la connaissance" qui a été lancé lors d'une conférence organisée en coopération avec le Conseil économique et social portugais durant la semaine qui a précédé le sommet.

Nous avons formulé des idées sur les moyens de combattre le chômage et sur l'inclusion sociale, concrétisant ainsi pleinement le marché intérieur et tirant un meilleur avantage du potentiel de la société de la connaissance.

Pour le Comité et les participants à la conférence, le défi auquel était confronté le sommet consistait à concilier de façon équitable tous les intérêts en présence et à trouver un nouvel équilibre entre la flexibilité et la cohésion sociale, ce qui nécessite une amélioration du niveau de compétences de la main-d'oeuvre de l'Union européenne; ce défi doit véritablement être relevé.

Nous croyions et continuons à croire que "les habitants de l'Europe possèdent la capacité d'innovation et d'entreprise".

Il reste vrai que "nous devons libérer ces capacités et permettre au potentiel de nos concitoyens de s'accomplir dans sa totalité".

Le message essentiel était donc que l'Europe possède ce qui est nécessaire en matière d'innovation, de créativité, de connaissance et d'esprit d'entreprise pour réussir superbement dans le cadre du nouveau modèle d'innovation et de connaissance mis en évidence par la Présidence portugaise dont le Conseil européen de Lisbonne a fait une stratégie.

Cependant, ce potentiel doit encore être exploité.

Une année après, à Göteborg, le Conseil européen a complété l'engagement politique de l'Union en faveur d'un renouveau économique et social et a ajouté une troisième dimension à la stratégie de Lisbonne, celle de l'environnement, définissant ainsi une nouvelle approche en matière d'élaboration des politiques, avec de larges implications pour tous les domaines d'action.

Le Comité déplore cependant que jusqu'ici, le potentiel identifié à Lisbonne n'ait pas encore été totalement exploité.

Cela a été exprimé avec force par le Comité dans la résolution qu'il a adressée au Conseil européen de printemps, au début de cette année.

Le Comité souligne que la stratégie de Lisbonne se trouve en difficulté, même si certains progrès ont été réalisés, la mise en œuvre de la stratégie a pris un sérieux retard.

Il a relevé que des disparités entre les États membres augmentent dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne dans son ensemble.

Le CESE demande que la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne (telle que complétée par le Conseil européen de Göteborg) fasse l'objet d'efforts comparables à ceux fournis en vue d'instaurer le marché unique et la monnaie unique.

Nous invitons les États membres, mais également les institutions européennes, les régions, les partenaires sociaux et la société civile dans son ensemble à s'engager davantage à œuvrer en faveur des objectifs de Lisbonne, notamment en présentant des rapports détaillés d'avancement des travaux.

Le CESE est tout à fait convaincu que les objectifs de Lisbonne sont nécessaires et toujours d'actualité.

Nous approuvons l'objectif visant à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

Toutefois, ces termes sont toujours, pour le moment, des notions abstraites réservées à l'élite.

Le CESE a la profonde conviction que des efforts doivent être faits pour rebâtir la confiance chez les citoyens européens et créer une vision positive pour l'avenir basée sur la participation des citoyens, afin de garantir une répartition plus équilibrée de la richesse et des surplus produits par la technologie moderne.

Sans cela, si l'Europe ne devient pas visiblement plus compétitive, il sera difficile de convaincre les citoyens européens et de gagner leur cœur.

L'approche de Lisbonne doit être ramenée au niveau de notre vie quotidienne.

Comme je l'ai déjà dit, le sommet européen de Göteborg a défini une nouvelle approche de la politique, en stipulant que les effets économiques, sociaux et environnementaux de toutes les politiques doivent être examinés de façon coordonnée et qu'il faut en tenir compte lors de la prise de décisions.

L'intégration du développement durable à la stratégie de Lisbonne constitue un défi particulier que les institutions européennes et les États membres n'ont pas encore relevé.

Le Comité a émis des suggestions quant à la manière de procéder, dans un avis sur ce sujet qu'il a adopté au début de cette année.

Nous considérons que, dans le climat politique et économique actuel, il est capital que tous les dirigeants potentiels et tous les acteurs concernés renforcent leur message sur l'importance de faire avancer les objectifs de Lisbonne et le développement durable.

Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des approches différentes pour la vieille et la nouvelle Europe.

Nous ne devons pas laisser nos pays se diviser ni permettre que nos citoyens et les organisations de la société civile soient aliénés par une logique d'antagonismes qui n'est pas comprise et qui est rejetée par la grande majorité de l'opinion publique dans tous les pays européens.

Il faut que nous nous efforcions plutôt de réaliser une Europe de l'inclusion, moderniser le modèle social européen et relever le défi de la mondialisation.

Cela implique un investissement accru dans le développement d'une société cognitive, dans l'innovation, dans de nouveaux savoirs et dans de nouveaux emplois.

Ces objectifs sont au centre de la stratégie de Lisbonne.

Ils sous-tendent les récentes propositions d'investissements infrastructurels du gouvernement italien et l'initiative franco-allemande en faveur d'un pacte de croissance.

La volonté politique est là, mais la mise en œuvre sur le terrain fait défaut.

Il faut encore que nous joignons l'acte à la parole.

Permettez-moi de répéter ce que je vous ai dit tout à l'heure.

Ce dont nous avons besoin, ce sont des efforts comparables à ceux déployés en vue d'instaurer le marché unique et la monnaie unique.

Peut-être devrions-nous aller plus loin et comparer ces efforts à ceux qu'ont dû fournir les États-Unis d'Amérique après la grande dépression et l'Europe après la deuxième guerre mondiale?

En effet, nous avons besoin d'un nouveau "New Deal" !

Des défis particuliers attendent les nouveaux États membres.

Ils seront automatiquement partenaires de la stratégie de Lisbonne et de la stratégie de développement durable de l'UE, même si aucune n'a été incluse dans les discussions sur l'acquis communautaire.

Le CESE considère qu'il est essentiel de soutenir les efforts déployés par les pays candidats pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie.

Mesdames et Messieurs,

Le Comité économique et social européen est, par sa composition diverse et variée, un élément essentiel du modèle européen de société.

Appuyé sur la multiplication d'échanges et d'auditions avec les organisations de la Société civile non représentée au sein de notre Comité et avec lesquelles ~~nous~~ dans le respect de l'autonomie et des prérogatives de tous - nous souhait~~ons~~onse être, avec leur accord, l'expression la plus large de l'intérêt commun.

Ainsi il favorise le dialogue entre toutes les composantes de la société en prenant en compte les préoccupations et les souhaits des citoyens au plus près des réalités pour les formuler, les faire connaître au travers des avis et de manière plus pratique par le travail réalisé sur le terrain à tous les niveaux et dans tous les pays.

Le Comité change et sait très précisément ce qu'il tente de réaliser dans la nouvelle Europe en développement.

Notre Comité tire sa légitimité du fait que tous ses membres, en vertu de leur expérience et de leurs responsabilités, représentent des organisations ou catégories économiques, sociales et civiques représentatives des États membres pour jouer un rôle constructif dans le processus de formation de l'opinion au niveau européen en général.

Ils jouent un rôle essentiel en transmettant leur vision de l'Europe dans leurs propres régions au sein des divers États membres.

La valeur ajoutée de notre institution réside dans le fait que ce processus associe tous les acteurs de la société civile, y compris les organisations autres que celles des partenaires sociaux.

De par sa composition, le Comité économique et social européen occupe une position idéale pour faire le pont entre, d'une part, les gouvernements et les institutions de l'Union et, d'autre part, les organisations de citoyens.

Le Comité est le choix qui s'impose et l'enceinte la plus appropriée pour poursuivre le dialogue civil avec toutes les réalités de la Société civile sur la mise en œuvre conjointe de la stratégie de Lisbonne.

C'est la raison pour laquelle la Commission a demandé au CESE d'élaborer un avis exploratoire sur la stratégie de Lisbonne.

Le Comité a été invité à "faire ressortir l'impact global que la Stratégie de Lisbonne a eu jusqu'à maintenant, intégrer une perspective de long terme et fournir une évaluation qualitative et quantitative des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne dans ses trois dimensions centrales (à savoir la dimension économique, la dimension sociale et l'environnementale)".

L'avis devait aussi "identifier les secteurs dans lesquels il faudrait prévoir de nouveaux efforts, voire d'éventuelles nouvelles initiatives politiques".

C'est là notre objectif pour les prochains jours.

Le Comité est intimement convaincu qu'une des conditions sine qua non de la réussite de la stratégie de Lisbonne est d'accroître l'implication de tous les acteurs concernés, qui a été insuffisante jusqu'à présent.

La déclaration de Lisbonne reconnaissait que le succès de la stratégie en dépendait.

Aujourd'hui, nous espérons donner un nouvel élan au processus.

Cette conférence, organisée par le CESE avec le soutien de la Commission européenne, réunit des représentants éminents de la société civile organisée, afin qu'ils puissent:

- partager leurs expériences,
- présenter des propositions d'initiatives concrètes en faveur de la réalisation et de la promotion des objectifs stratégiques,
- démontrer qu'ils se mobilisent chacun pour contribuer de manière tangible à un avenir plus prospère, placé sous le signe de l'inclusion et de la durabilité environnementale.

Nous suivrons, et la Commission également, très attentivement les débats qui auront lieu dans le cadre de cette conférence.

Je ne sais pas ce que la Commission retirera des discussions, mais ce dont je suis sûr c'est que cette conférence contribuera largement à enrichir l'avis que nous élaborons à la demande de la Commission.

Il appartient aux femmes hommes et aux hommes femmes politiques de prendre les rênes et d'adopter les instruments nécessaires à la réussite de la stratégie de Lisbonne.

Il appartient à la société civile de montrer la voie d'une mise en œuvre réussie de cette stratégie.

Enfin, j'en suis convaincu, tous nous souhaitons assister dans le cadre de cette conférence à un débat fructueux répondant aux préoccupations et attentes des citoyens européens.